

L'état d'urgence :

**Quels impacts sur les étudiant-e-s ?
Quelles réponses ?**



**Le jeudi 25 février
à 18h au Patio 2^{ème} étage du
bâtiment 3, salle à déterminer**

L'état d'urgence vient d'être prolongé de 3 mois par le Parlement. Instauré suite aux attentats du 13 novembre, l'état d'urgence a été grandement critiqué par de nombreuses ONG et associations pour ses abus et ses conséquences néfastes sur la société.

Très vite, les premières dérives de l'état d'urgence ne se sont pas faites attendre : à l'occasion de la COP21, plus de 300 personnes ont été arrêtées lors des manifestations sévèrement réprimées, et des militants écologistes ont été assignés à résidence.

Ensuite, ce sont toutes les manifestations sur la voie publique qui ont été interdites, et notamment pour la journée internationale de solidarité avec le peuple palestinien, le 29 novembre.

Le motif annoncé pour empêcher ces rassemblements était « la sécurité », à savoir la protection contre les risques d'attaque terroriste. Mais on a vite constaté que ces interdictions étaient sélectives et qu'elles visaient en réalité à étouffer tout mouvement de contestation sociale, démocratique ou appelant à la solidarité internationale, précisément en cette période cruciale. En effet, une semaine après les attentats du 13 novembre, des événements tels que les matchs de football, qui représentent des enjeux économiques, ont quant à eux été maintenus.

L'état d'urgence à Strasbourg, ou quand Marché de Noël rime avec état de siège...

À Strasbourg en particulier, c'est le Marché de Noël qui a fait parler de lui. Celui-ci a été maintenu, et s'est accompagné de mesures sécuritaires délirantes de la part de la préfecture et de la municipalité : points de contrôle partout autour de la grande île, interdiction de circulation au centre-ville, ponts piétons barrés... : durant un mois, on a assisté à une véritable militarisation de nos rues. Les autorités sont allées jusqu'à se ridiculiser elles-mêmes : le 26 décembre, au lendemain de la fermeture du Marché de Noël, plus aucun militaire ou policier n'était visible au centre-ville, alors même que l'affluence touristique était encore très grande. Cela ne fait que prouver que ces mesures, en plus d'être inefficaces contre de potentiels attaques terroristes, sont prises de manière arbitraire, et sans aucun lien avec la protection de la population.

Désormais prolongé de 3 mois, l'état d'urgence pourrait avoir des répercussions encore plus importantes.

Des experts de l'ONU, des ONG telles qu'Amnesty International ou même des syndicats de magistrats et d'avocats dénoncent ouvertement les répercussions et la manière dont est mis en œuvre l'état d'urgence. Après 3 mois, celui-ci ne serait plus nécessaire à la « lutte contre le terrorisme ». Et en plus, il viendrait limiter nos libertés de manière continue. La critique et la remise en question de la pertinence l'état d'urgence doit s'élargir au-delà des seules associations et professionnels : puisque toute personne finit par se retrouver touchée par l'état d'urgence, toute personne est donc légitime à réagir face à cela !

À l'Unistra aussi, l'état d'urgence...

Depuis le 18 janvier, on voit des gardiens de sécurité circuler sur le campus et dans les bâtiments de l'université. De plus, alors qu'ils restaient jusqu'à présent aux alentours, les militaires en patrouille n'hésitent désormais plus à pénétrer à l'intérieur du campus de l'Esplanade. Cela pose la question plus large de la sécurité, et particulièrement à l'université : pour notre sécurité, voulons-nous voir quotidiennement des gardiens de sécurité privés se promener, sans motif apparent, et passer devant nos salles de classes et dans nos cafétérias ? Avons-nous besoin de croiser des militaires lorsque nous sortons du Resto U ou de la bibliothèque pour se sentir en sécurité ? Peu après les attentats de Charlie Hebdo, on avait vu des policiers interpellé des étudiants qui diffusaient des tracts, et même fouiller arbitrairement des étudiants à la K'fet des sciences : est-ce que cela paraît nécessaire à la prévention d'attaques terroristes ? Cela aurait-il eu lieu sans le déclenchement de toutes ces mesures ultra-sécuritaires depuis maintenant plus d'un an ?

Dans beaucoup de pays d'autres pays, et maintenant aussi à Paris, on voit des gardiens de sécurité contrôler l'accès aux bâtiments des campus. Est-ce que cela est conforme à ce que représente une université en France ? Vu l'organisation des emplois du temps et la disposition des bâtiments, l'Unistra serait-elle adaptée à cela ? Quelle est la vision des étudiant-e-s sur ces questions sécuritaires ? Quel rôle pouvons-nous jouer dans un tel contexte ?



Il semble important de porter une analyse sur le moment que nous sommes en train de vivre, le risque étant que ces situations deviennent permanentes et systématiques. Une chose est sûre : les étudiants ont leur mot à dire, puisqu'ils sont directement concernés par ces questions. Or, à aucun moment on ne nous a demandé notre avis, ni même informé sur les dispositifs sécuritaires mises en place ! C'est pourquoi nous tenterons d'apporter des éclaircissements à ces interrogations, dans le cadre d'un débat ouvert qui sera l'occasion pour chaque étudiant-e d'échanger, de partager sa vision des choses et d'apporter des réponses à la hauteur des défis auxquels nous sommes confrontés !

Union des étudiants communistes de Strasbourg
18, rue de la division Leclerc 67000 Strasbourg
09 77 31 13 44
mjcf67@gmail.com

